



## Arrêté portant autorisation de tirs d'élimination de sangliers en dehors de la période d'ouverture de la chasse en cœur du Parc national des Cévennes

n°2021-0337 du 27 août 2021

La directrice de l'établissement public du Parc national des Cévennes,

**Vu** le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006, et notamment son article 6,

**Vu** le décret n°2013-995 du 8 novembre 2013 portant approbation de la charte du Parc national des Cévennes, et les recommandations du conseil scientifique de l'établissement public en date du 6 juin 2018,

**Vu** la délibération du conseil d'administration de l'établissement public du Parc national des Cévennes en date du 25 juin 2020 n°20200284 réglementant la chasse au grand gibier dans le cœur du Parc national des Cévennes pour la campagne 2020-2021 fixant la fermeture de la chasse du sanglier le 28 février 2021,

**Vu** la délibération du conseil d'administration de l'établissement public du Parc national des Cévennes en date du 2 juillet 2021 n°20210193 réglementant la chasse au grand gibier dans le cœur du Parc national des Cévennes pour la campagne 2021-2022 fixant l'ouverture de la chasse du sanglier le 12 septembre 2021,

**Vu** la demande de M. Alain MASSON – GAEC des gentianes, justifiant d'importants dégâts de sangliers sur les parcelles de son exploitation plus particulièrement situées sur la commune de Mont Lozère et goulet, et sollicitant la mise en place de tirs d'élimination des animaux responsables, en date du 26 août 2021,

**Vu** le constat de M. Maxime REDON, chargé de mission chasse du service développement durable de l'établissement public en date du 26 août 2021,

**Vu** l'avis favorable de M. André THEROND, président de l'Association cynégétique du Parc national des Cévennes en date du 26 août 2021,

**Considérant** l'importance des dégâts commis par l'espèce sanglier sur les parcelles de l'exploitation ;

**Considérant** que l'élimination par tirs des animaux responsables des préjudices, peut contribuer à résorber les dégâts signalés et permettre les travaux de remise en état,

### ARRETE

#### Article 1 :

**M. Alain MASSON**, autorisé à chasser en cœur du Parc national des Cévennes et détenteur d'un permis de chasser visé et validé au titre de la campagne 2021-2022, est **autorisé à pratiquer des tirs d'élimination de sangliers en dehors de la période d'ouverture de la chasse selon les conditions définies à l'article 2.**

#### Article 2 :

- *nature des tirs :* Tirs d'élimination des seuls sangliers, mis en œuvre de manière strictement individuelle via les techniques d'approche et d'affût sans chien
- *localisation des tirs :* LOZERE / commune de Mont Lozère et Goulet / Lieu-dit sur ou à proximité immédiate des parcelles exploitées par le GAEC des gentianes, en cœur du Parc national des Cévennes



Parc national des Cévennes

6 bis place du Palais • 48400 Florac-Trois-Rivières

TÉL. +33 (0)4 66 49 53 00 • Fax: +33 (0)4 66 49 53 02

www.cevennes-parcnational.fr • info@cevennes-parcnational.fr

L'autorisation visée à l'article 1 est assortie des prescriptions suivantes :

- les animaux abattus dans le cadre de la présente autorisation deviennent propriété du tireur,
- le bénéficiaire assure le traitement et/ou l'évacuation de l'animal abattu selon les dispositions prévues par la réglementation en vigueur. Il est informé par le présent arrêté du risque de « trichine » pour toute ou partie de carcasse traitée en vue d'être cédée ou directement consommée.
- le bénéficiaire adresse obligatoirement en fin d'opération un compte-rendu détaillé au chargé de mission *Chasse* de l'établissement public au siège du Parc national des Cévennes, selon le modèle annexé au présent arrêté.

### **Article 3 :**

La présente autorisation prend effet à compter de sa signature et cesse de plein droit le 11 septembre 2021, veille de l'ouverture de la chasse du sanglier dans le cœur du Parc national des Cévennes. Son renouvellement éventuel est obligatoirement conditionné par une demande motivée du pétitionnaire et par le retour du compte-rendu évoqué ci-dessus dûment renseigné.

### **Article 4 :**

Les agents de l'établissement public du Parc national des Cévennes sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La directrice de l'établissement public  
du Parc national des Cévennes



Anne LEGILE

**Le présent arrêté peut être contesté par recours gracieux auprès de l'établissement public du Parc national des Cévennes, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également être contesté, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Nîmes.**

Etablissement public du Parc national des Cévennes  
Service Développement durable  
tél : 04 66 49 53 11 (secrétariat)

Diffusion :

- original :
  - EP PNC / SG
- copies :
  - Pétitionnaire
  - DDT 48
  - ONCFS 48
  - FDC 48
  - ACPNC
  - EP PNC / massif Mont Lozère
  - EP PNC / SDD



Parc national des Cévennes

page2/3